

ma réponse aurait été affirmative. Je ne nie pas que le gouvernement actuel ait présenté nombre de bonnes mesures, mais je signale aux occupants des banquettes ministérielles que le parti libéral est synonyme de réforme. Il s'agit là précisément de la seule et même chose. Le libéralisme, c'est la réforme. Il s'agit alors de savoir si le gouvernement actuel a été à la hauteur.

Je le répète, certaines des mesures préconisées par le gouvernement étaient très bonnes. Toutefois, pour certaines mesures du programme électoral de notre parti, le mieux qu'on puisse en dire c'est qu'elles ont été mal présentées et mal appliquées, et les résultats ont laissé beaucoup à désirer. Un exemple que j'ai mentionné, ce sont les 10,000 bourses d'études promises par le parti libéral lors de la campagne électorale de 1962. C'était un programme très simple de politique. On aurait pu facilement présenter ce programme, mais on a préféré s'occuper d'un mélange comprenant les banques, les bourses d'étude et les subventions aux universités. Résultat: une très mauvaise administration du régime boursier et du régime bancaire. C'est pourquoi peu de gens peuvent, aujourd'hui, vraiment profiter du programme, dont certains ne laissent pas d'abuser. C'est pourquoi nous avons permis aux étudiants des universités d'obtenir un diplôme en assumant une dette de \$5,000, sans compter une autre dette de \$5,000 pour la dot de leur épouse, soit en tout \$10,000 qu'ils doivent payer aux banques alors que leurs gains sont encore peu élevés. Il n'est donc pas étonnant que les compagnies américaines trouvent le moyen de leur offrir des emplois mieux rémunérés aux États-Unis. Nous avons là l'exemple d'une idée excellente à laquelle fait défaut un peu de ce caractère professionnel qui la rendrait applicable.

Le régime de pensions du Canada est excellent. Tous l'ont accepté. Néanmoins, il crée deux classes parmi nos citoyens âgés: ceux qui tombent sous le coup du régime et les autres. Ils sont à peu près égaux en nombre. Certains vont toucher une pension anticipée, mais d'autres non, parce qu'ils étaient trop vieux pour être admissibles au régime lorsqu'il est entré en vigueur. Il n'aurait pas été trop difficile de concevoir un régime ne faisant pas d'exception.

Il y a aussi le régime d'assurance frais médicaux, une autre politique du parti libéral, mais, pour une raison quelconque, ses protagonistes ardents le répudient à l'heure actuelle. Je reçois quotidiennement des lettres de libéraux bien connus, qui à l'origine appuyaient ce régime et qui se demandent actuellement si c'est vraiment une bonne chose.

[M. Otto.]

Je connais l'attitude du parti libéral quant à la propriété étrangère. Le parti n'a jamais été dans le doute. Il se préoccupe énormément du fait que 67 p. 100 de notre avenir industriel se trouve entre les mains des étrangers. Il se préoccupe aussi de voir un milliard ou plus de dollars quitter le pays sous forme de capitaux, bénéfiques et dividendes. Il s'inquiète parce que ces sommes pourraient servir à de nouveaux placements en immobilisations. Mais qu'allons-nous faire à propos de la Société canadienne de développement qui est projetée? Que lui est-il arrivé? Il ne suffit pas, de l'avis des libéraux, de réintégrer le député de Davenport (M. Gordon) dans ses fonctions de membre du cabinet, lui qui le premier avait proposé cette Société.

Les relations ouvrières ont toujours été l'une des principales caractéristiques de la doctrine libérale. La plupart des membres du parti estiment que ce serait le moment de présenter de grandes réformes qui mettraient un terme aux arrêts du travail occasionnés simplement par des différends ouvriers. Il y a quelque temps, le député d'York-Sud (M. Lewis), parlant à Montréal, a dit que les relations ouvrières étaient une source de vives inquiétudes. Il ajoutait que le gouvernement devrait sûrement s'attaquer au problème, en vue d'y trouver une solution qui permette d'augmenter le produit national brut et de financer toutes les mesures de bien-être social que nous avons adoptées. Imaginez mon étonnement en lisant qu'un des ministres actuels ayant appuyé entièrement le principe de la responsabilité fiscale, le gouvernement s'en était étonné et lui avait dit: «Attention, votre déclaration n'est pas tout à fait conforme à la politique libérale.» Pourtant, la responsabilité fiscale a toujours fait partie du programme électoral du parti libéral.

En ce qui a trait aux réformes financières, je ne prétends pas que toutes les recommandations de la Commission Carter doivent être adoptées, mais je dis qu'un grand nombre de libéraux estiment que le temps est venu de reviser toute la structure fiscale. Mais qu'avons-nous fait?

Le logement est un exemple classique. Le parti libéral a toujours prôné—c'est un de ses traits caractéristiques—le droit pour tous les Canadiens d'accéder à la propriété. Il est inutile que je vous dise ce qu'est devenue notre politique du logement, à supposer que nous en ayons eu une. Mais je me demande si le ministre qui a déclaré publiquement que les Canadiens feraient mieux de s'habituer à l'idée de vivre en appartements, car jamais, au